

2 Ateliers @Afep autour des travaux de Michel Husson

1^{er} atelier

Économie politique critique : mobiliser les travaux de Michel Husson pour comprendre la nature du système économique et social actuel

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant et de débouchés. Non seulement une progression suffisante de ceux-ci n'est pas garantie, mais une condition supplémentaire doit être satisfaite : elle porte sur les débouchés qui doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Le passage du capitalisme de sa phase « fordiste » à sa phase « néo-libérale » est caractérisée notamment par le fait stylisé suivant : le taux de profit s'est rétabli, mais les débouchés restent incertains, et surtout ni le taux d'accumulation, ni la productivité, n'ont suivi.

Cet atelier a pour objectif de partir des travaux de Michel Husson pour caractériser le capitalisme contemporain et les crises à répétition qu'il traverse. Le capitalisme réalise d'énormes bénéfices, mais investit peu. Cette situation est-elle le résultat de la prédation financière qu'il suffirait d'éliminer pour que le capitalisme retrouve un « fonctionnement normal » ? Quelle est la nature des crises à répétition et quels en sont les mécanismes ? La réduction du temps de travail est-elle au cœur de toute politique de transformation sociale et écologique ? Peut-on aller vers une société faisant de la satisfaction des besoins sociaux sa priorité sans remettre en cause l'essence du capitalisme ? Les apports de Marx sont-ils périmés ou demeurent-ils une référence féconde pour la compréhension du capitalisme contemporain et ses crises ?

1. **Le capitalisme contemporain peut-il être un système économique et social soutenable ?**

Jean-Marie Harribey (Université de Bordeaux), Esther Jeffers (Université de Picardie et CRIISEA), Dominique Plihon (Université Sorbonne Paris Nord et CEPN)

L'étude de la finance doit se faire en aval de la théorie de la valeur, car cette dernière explique qu'il n'y a pas d'autre source de valeur que l'exploitation du travail salarié. On ne peut « s'enrichir en dormant » qu'à la condition de pouvoir capter une partie des richesses produites par d'autres. La finance ne crée pas de valeur, et les revenus financiers sont des revenus dérivés de la plus-value extraite dans l'industrie et le commerce. La financiarisation est non pas une cause des crises à répétition depuis près d'un demi-siècle mais une conséquence. La théorie des ondes longues repose en grande partie sur la distinction entre facteurs endogènes (qui renvoient au fonctionnement « normal » du système et à ses contradictions internes) et facteurs exogènes (qui sont d'une certaine manière extérieurs au système). Cette discussion reste-t-elle d'actualité ? Faut-il considérer la crise actuelle comme une crise exogène ? Le capitalisme est capable de prendre réellement en compte les contraintes environnementales et satisfaire les besoins sociaux ?

2. **Comment les théories dominantes dédouanent le mode d'organisation sociale** : les enseignements du regard historique porté par Michel Husson sur l'histoire, la théorie et la pratique des théories du chômage et de la pauvreté (Odile Chagny, Norbert Holcblat)

3. **Gains de productivité et RTT**

Dany Lang (Université Sorbonne Paris Nord et CEPN) et Stéphanie Treillet (UPEC et CEPN)

Depuis quatre décennies, le capitalisme contemporain est caractérisé par le ralentissement des gains de productivité du travail, la persistance d'un chômage de masse et l'extension de la précarité du travail. L'une des manières d'expliquer cette situation consiste à invoquer l'existence d'un taux de chômage d'équilibre, parfois qualifié de « naturel ». Mais le taux de chômage « qui n'augmente pas l'inflation » (le "Nairu") est aussi celui qui ne fait pas baisser le taux de profit. D'un autre côté, une critique erronée et faussement radicale postule que des gains de productivité sans précédent, dus aux NTIC, conduiraient à une « fin du travail » et au renoncement à l'objectif de plein-emploi. Au contraire, les règles de fonctionnement du capitalisme contemporain visent à chercher à compenser la faiblesse des gains de productivité par l'augmentation du taux d'exploitation de la force de travail, en maintenant la pression exercée par le chômage de masse sur les salaires et à déconnecter leur progression des gains de productivité.